

ASSEMBLÉE NATIONALE

24 septembre 2016

TRANSPARENCE, LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET MODERNISATION DE LA VIE
ÉCONOMIQUE - (N° 4045)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 272

présenté par

M. Giraud, M. Carpentier, M. Chalus, M. Charasse, M. Claireaux, Mme Dubié, M. Falorni,
M. Giacobbi, Mme Hobert, M. Krabal, M. Jérôme Lambert, M. Maggi, Mme Orliac, Mme Pinel,
M. Robert, M. Saint-André, M. Schwartzberg et M. Tourret

ARTICLE 4

Après l'alinéa 3, insérer les trois alinéas suivants :

« Le recrutement des experts et personnes qualifiés est effectué à l'issue d'une procédure transparente. Leur rémunération est fixée en fonction de critères objectifs, liés notamment à leur expérience professionnelle. La liste des experts, personnes ou autorités qualifiés recrutés par le service est publiée chaque année.

« Lors de leur désignation, les experts et personnes qualifiés divulguent auprès de l'Agence française anticorruption les intérêts qu'ils détiennent au jour de leur nomination et ont détenus au cours des deux ans précédant leur nomination ainsi que les fonctions dans une activité économique ou financière qu'ils exercent au jour de leur nomination et qu'ils ont exercées au cours des deux années précédant leur nomination ;

« L'Agence française anticorruption détermine dans son règlement général les modalités de prévention des conflits d'intérêt, les règles déontologiques ainsi que le processus de sélection et de révocation des experts, personnes ou autorités qualifiés. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement propose d'inscrire dans la loi les règles déontologiques applicables aux experts, personnes ou autorités qualifiés ayants vocation à assister l'Agence française anticorruption que la rédaction actuelle du projet de loi renvoie à un décret.

Il propose de prévenir les conflits d'intérêt lorsque l'Agence aura recours à des experts et personnes qualifiés pour réaliser des missions de contrôle ou pour contrôler la mise en œuvre de la peine de mise en conformité décidée par un tribunal.

En effet, comme ce fut évoqué lors des débats en commission, un « marché du monitoring » ou du contrôle pourrait émerger.

Il paraît donc utile d'énoncer les grands principes déontologiques dans le texte de la loi afin de limiter les risques de conflits d'intérêt. Dans son avis rendu le 16 mai 2016, la CNCDH recommande sans détour que ces règles soient inscrites dans la loi.

En outre, il convient de rappeler que dans d'autres domaines, de nombreux textes de loi énumèrent les règles déontologiques. C'est notamment le cas du code monétaire et financier pour l'Autorité des marchés financiers (Article L621-4) ou de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

A minima, pour plus de transparence, le nom des experts recrutés devra être rendu public. Le recrutement devra se faire de manière transparente.